

22 JUIN 2000. — Accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne portant sur le financement de la coopération dans le cadre de politiques croisées, sur les Fonds structurels européens et sur le développement des entreprises culturelles (1)

La Communauté française, représentée par M. Hervé Hasquin, Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,

et

La Région wallonne, représentée par M. Jean-Claude Van Cauwenberghe, Ministre-Président du Gouvernement de la Région wallonne,

Vu les articles 127, 128 et 134 de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 92bis, § 1^{er}, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Considérant que le refinancement de la Communauté française est indispensable à la bonne gestion de compétences communautaires qui intéressent la Région wallonne;

Considérant que le Gouvernement de la Région wallonne a décidé d'affecter 900 millions de francs à des politiques croisées avec la Communauté française;

Considérant que l'aide financière affectée à des politiques croisées est appelée à se poursuivre aussi longtemps que l'aide structurelle de la Région wallonne à la Communauté française, dont le montant initial prévu est de 2,4 milliards, n'atteint pas un montant de 3,3 milliards;

Considérant que la nécessaire solidarité entre la Région wallonne et la Communauté française doit se manifester notamment dans les domaines des Cyber-médias, de la création d'un Fonds d'équipement pour l'enseignement technique et professionnel, de l'accueil, de l'immersion linguistique, de la recherche scientifique et des relations internationales;

Considérant que la mise en uvre des programmes afférents aux Fonds structurels européens exige une procédure de décision efficace et doit faire l'objet d'une approche commune des parties contractantes;

Considérant que le développement des entreprises culturelles nécessite une réflexion globale et approfondie;

Considérant qu'un tel accord contribue à l'intensification des rapports entre la Communauté française et la Région wallonne et profite à la population et aux institutions des deux entités;

Soucieux de régler harmonieusement leurs rapports dans le respect de la loyauté fédérale,

Ont convenu ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er} — Politiques croisées

Article 1^{er}. Fonds d'équipement pour l'enseignement technique et professionnel

1.1. La Région wallonne affecte 200 millions de francs au Fonds d'équipement pour l'enseignement technique et professionnel créé par le présent accord.

1.2. Ce Fonds est destiné :

— d'une part, à concurrence d'au moins 3/4 de ce montant, à la modernisation de l'équipement pédagogique de base dans les établissements d'enseignement secondaire, pour autant que ces établissements s'inscrivent dans une offre de formation harmonisée, dans une politique de formation en cours de carrière des professeurs de cours techniques et de pratique professionnelle et dans l'application des profils de formation, y compris les outils pédagogiques et les épreuves d'évaluation y afférents;

— d'autre part, à concurrence de moins d'1/4 de ce montant, à participer au financement des centres de compétences régionaux mettant à la disposition des élèves en formation qualifiante de l'enseignement technique et professionnel et des maîtres, des équipements de très haute technologie qui ne sont utilisés dans le processus de formation que pendant une durée limitée.

1.3. L'enseignement supérieur et l'enseignement de promotion sociale ont accès, selon des modalités restant à fixer, au matériel didactique acquis par le Fonds.

1.4. Les centres de compétences régionaux sont ouverts aux enseignants de l'enseignement secondaire de plein exercice, de l'enseignement de promotion sociale, de l'enseignement à horaire réduit et de l'enseignement supérieur.

1.5. Un organe commun de pilotage est mis en place, comprenant des représentants des deux parties contractantes.

Art. 2. Accueil de l'enfant

2.1. La Région wallonne affecte 140 millions de francs à l'accueil extrascolaire des enfants.

2.2. Ce montant est octroyé par la Région wallonne sous forme de subventions de fonctionnement et d'équipement pour des projets d'accueil, en concertation avec la Communauté française et dans le respect des critères fixés par celle-ci.

Ces projets sont organisés sous la responsabilité des communes et sur leur territoire. Ils sont mis en œuvre par une structure locale qui en garantit le caractère pluraliste et associe les partenaires locaux qui contribuent à l'accueil des enfants en dehors du temps scolaire.

Art. 3. Programmes d'immersion linguistique

3.1. La Région wallonne affecte 25 millions de francs aux programmes d'immersion linguistique.

3.2. Les 3/4 de ce montant sont destinés à l'enseignement secondaire.

Ce montant est destiné à financer, en collaboration avec les Communautés flamande et germanophone, des actions visant à favoriser l'apprentissage des langues en immersion linguistique pour les écoles de l'enseignement secondaire à discrimination positive.

3.3. Le solde de ce montant est affecté à l'enseignement supérieur, dans le but de développer les programmes d'échanges d'étudiants (régendats), notamment par l'engagement de personnel qui s'occuperait spécifiquement de ces programmes d'échanges.

3.4. Les programmes d'immersion linguistique prévus au présent article pourront s'inscrire dans le cadre du programme européen Lingua.

3.5. La Communauté française prendra les dispositions réglementaires nécessaires pour que tout séjour en immersion linguistique visé par le présent accord soit assimilé à la fréquentation scolaire classique pour l'homologation des diplômes.

Art. 4. Recherche scientifique

4.1. La Région wallonne affecte 75 millions de francs à la recherche scientifique.

4.2. Ce montant est affecté au Fonds pour la Formation à la Recherche dans l'Industrie et dans l'Agriculture (FRIA), afin que celui-ci finance des chercheurs dans le domaine de la recherche en agriculture et en industrie.

4.3. La Région wallonne participe, dans le cadre de ce financement, à la sélection des projets de recherche, selon des modalités à définir.

Art. 5. Relations internationales

5.1. La Région wallonne affecte 75 millions de francs à des actions visant à renforcer les synergies entre les parties contractantes.

5.2. La répartition de ce montant sera fixée par un organe commun de pilotage, réunissant les deux Ministres chargés des Relations internationales, qui veillera entre autre à rencontrer les priorités suivantes :

- couverture d'actions exceptionnelles liées à des événements ponctuels (exposition universelle,...);
- prise en charge de dépenses de délégations de la Communauté française à l'étranger;
- valorisation du Centre Wallonie-Bruxelles de Paris.

Art. 6. Programmes de résorption du chômage

6.1. Le montant budgétaire actuellement consacré par la Région wallonne à l'engagement de travailleurs dans le cadre des programmes de résorption du chômage et dans les domaines de compétence de la Communauté française sera maintenu.

Les projets ou secteurs bénéficiant des programmes de résorption du chômage seront cependant évalués par les parties contractantes au fur et à mesure du renouvellement des conventions et autorisations relatives au subventionnement de ces emplois.

6.2. Un montant supplémentaire de 28 millions de francs minimum sera consacré à l'engagement de travailleurs dans le cadre des programmes de résorption du chômage et dans des domaines relevant des compétences de la Communauté française, moyennant l'accord du Ministre régional de l'Emploi.

Art. 7. Cybermédias

La Région wallonne affecte 357 millions de francs supplémentaires par rapport aux montants prévus au 3e feuillet d'ajustement de l'année 1999 du budget de la Région wallonne, à la poursuite et au développement des programmes dans le domaine des Cybermédias dans les écoles, en exécution de l'accord de coopération du 19 février 1998.

Art. 8. Des conventions ou accords particuliers sont conclus entre les instances compétentes des parties contractantes pour régler la coopération dans les matières visées aux articles 1^{er} à 7.

CHAPITRE 2. — *Fonds structurels européens***Art. 9.** Généralités

9.1. L'intervention des Fonds structurels concerne les programmes repris dans le règlement CE n° 1260/1999 portant dispositions générales sur les Fonds structurels.

9.2. L'autorité de gestion de ces programmes, à savoir le Gouvernement wallon, sera responsable in fine de la sélection des projets, sur base des décisions arrêtées par lui-même et le Gouvernement de la Communauté française, conformément à leurs compétences respectives.

9.3. Le Comité de suivi est l'instance partenariale dont les missions sont reprises à l'article 35 du règlement CE n° 1260/1999 portant dispositions générales sur les Fonds structurels.

9.4. L'agence Fonds social européen est l'agence visée par le décret du Parlement wallon du 1^{er} avril 1999 portant approbation de l'accord de coopération relatif à la coordination et à la gestion des aides octroyées par la Commission européenne dans le domaine des ressources humaines et à la création d'une agence Fonds social européen.

Art. 10. Modalité de sélection des projets

10.1. Un appel public à projets est lancé pour chacun des programmes relatifs aux Fonds structurels.

10.2. Chaque projet est évalué par le groupe d'experts indépendants attaché à chaque programme (dénommé « Task Force »), avant décision du Gouvernement concerné.

La « Task Force » est composée de professeurs d'universités spécialisés et d'un consultant externe désigné par appel d'offre. Selon le programme visé, un représentant de l'agence Fonds social européen y est ou non associé.

10.3. Toute décision implique que le Ministre fonctionnellement compétent pour le co-financement du projet prévoie, dans ses crédits budgétaires et ceux affectés à des organismes d'intérêt public relevant de son autorité, l'engagement de la part publique belge indispensable à l'éligibilité du projet.

Art. 11. Fonds européens de développement régional

11.1. Une convention par document de programmation définira les dispositifs financiers et administratifs facilitant le transfert du concours FEDER entre les parties contractantes dans la mesure où la Région wallonne est la seule autorité habilitée à percevoir les paiements de ce concours par l'Union européenne.

11.2. Une structure regroupant les administrations concernées des parties contractantes se réunit trimestriellement afin de coordonner la mise en œuvre de cofinancements.

CHAPITRE 3. — *Entreprises culturelles*

Art. 12. 12.1. Une société de développement économique du secteur de l'image est créée par la Région wallonne. Deux représentants de la Communauté française siègeront au conseil d'administration de cette société. Parallèlement, deux représentants de la Région wallonne siègeront au centre du cinéma et de l'audiovisuel en qualité d'administrateur.

Les participations belges dans les coproductions de films devront être optimisées.

12.2. Les parties contractantes évalueront la possibilité d'étendre les synergies entre politiques culturelle et économique à d'autres domaines (édition, arts de la scène,...)

Art. 13. Une réflexion conjointe sera poursuivie entre les parties contractantes afin de déterminer les mesures fiscales adéquates pour le développement des entreprises culturelles dans le secteur du cinéma et une action concertée sera menée auprès du Gouvernement fédéral pour concrétiser ces mesures.

Art. 14. 14.1. Des colloques relatifs aux entreprises culturelles seront organisés conjointement par les parties contractantes.

14.2. Les Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française s'engagent à revendiquer la responsabilité de l'organisation d'un des cinq Conseils européens informels que la Belgique pourra organiser durant sa présidence de l'Union européenne, au second semestre de l'année 2001.

CHAPITRE 4. — *Commission d'évaluation de la coopération et coordination de l'application*

Art. 15. Il est créé une commission d'évaluation de la coopération composée de 6 membres désignés pour moitié par le Gouvernement de la Région wallonne et pour moitié par le Gouvernement de la Communauté française.

Art. 16. La commission a pour mission de s'assurer de la conclusion des accords de coopération particuliers et de veiller à leur application pratique.

Art. 17. La commission se réunit au moins tous les deux mois.

CHAPITRE 5. — *Dispositions finales*

Art. 18. 18.1. L'aide financière affectée aux politiques croisées est appelée à se poursuivre tant que le coefficient visé à l'article 7, § 6bis, du décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française tel qu'inséré par l'article 3 du décret du Conseil de la Communauté française du 23 décembre 1999, n'est pas égal ou supérieur à 1,375.

Lorsque le coefficient susvisé est supérieur à 1 et inférieur à 1,375, le montant de l'aide financière affecté par la Région wallonne aux politiques croisées est adapté à concurrence de la différence entre la diminution de la dotation de la Communauté française à la Région wallonne avec le coefficient actualisé et la diminution de la dotation de la Communauté française à la Région wallonne fixée l'année précédente.

18.2. Dans le cadre budgétaire défini au point 18.1., chaque année et pour la première fois dans le cadre du budget 2001, les Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française négocient, de commun accord, l'affectation de l'aide financière pour l'année suivante, avant l'adoption de leurs projets de budgets.

Art. 19. Le présent accord est conclu en deux versions originales.

Art. 20. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Conseil de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 22 juin 2000.

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
H. HASQUIN

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 2000 — 1860

[C — 2000/27337]

18 JULI 2000. — Decreet houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering over de financiering van de samenwerking in het kader van gemeenschappelijke beleidsacties, over de Europese Structuurfondsen en de ontwikkeling van cultuurondernemingen (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het samenwerkingsakkoord van 22 juni 2000 tussen de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering over de financiering van de samenwerking in het kader van gemeenschappelijke beleidsacties, over de Europese Structuurfondsen en de ontwikkeling van cultuurondernemingen is goedgekeurd.

Art. 2. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekend wordt gemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 18 juli 2000.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

J.-M. SEVERIN

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Mevr. M. ARENA

—
Nota

(1) *Zitting 1999-2000.*

Stukken van de Raad. — 124 (1999-2000) Nrs. 1 en 2.

Volledig verslag. — Openbare zitting van 12 juli 2000. Bespreking – Stemming.

22 JUNI 2000. — Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest over de financiering van de samenwerking in het kader van gemeenschappelijke beleidsacties, over de Europese Structuurfondsen en de ontwikkeling van cultuurondernemingen

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de heer Hervé Hasquin, Minister-President van de Franse Gemeenschapsregering,

en

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de heer Jean-Claude Van Cauwenberghe, Minister-President van de Regering van het Waalse Gewest,

Gelet op de artikelen 127, 128 en 134 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op 92bis, § 1, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Overwegende dat de herfinanciering van de Franse Gemeenschap onontbeerlijk is voor het goed beheer van de Gemeenschapsbevoegdheden waarbij het Waalse Gewest betrokken is;

Overwegende dat de Regering van het Waalse Gewest beslist heeft 900 miljoen frank te bestemmen voor samenwerkingsacties met de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat de voor samenwerkingsacties bestemde tegemoetkoming voortgezet moet worden zolang de structurele steun van het Waalse Gewest die aan de Franse Gemeenschap wordt verleend en die aanvankelijk 2,4 miljard bedroeg, lager ligt dan 3,3 miljard;

Overwegende dat de nodige solidariteit tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap zich moet uiten o.m. op de gebieden van de Cyber-media's, de oprichting van een Fonds voor voorzieningen van het technisch en beroepsoponderwijs, de opvang, "total immersion"-cursussen, wetenschappelijk onderzoek en internationale betrekkingen;

Overwegende dat de uitvoering van de programma's in verband met de Europese structuurfondsen een efficiënte besluitvorming vereist en door de partijen gezamenlijk moet worden aangepakt;

Overwegende dat de ontwikkeling van de culturele ondernemingen globale en grondige besprekingen behoeft;

Overwegende dat zulk akkoord tot het intensifiëren van de betrekkingen tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest bijdraagt en aan de bevolking en de instellingen van beide instanties ten goede komt;

Met de bedoeling hun betrekkingen eendrachtig te regelen met inachtneming van de federale loyaleit;

Zijn overeengekomen wat volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Samenwerkingsacties*

Artikel 1. Fonds voor voorzieningen van het technisch en beroepsonderwijs

1.1. Het Waalse Gewest besteedt 200 miljoen frank aan het Fonds voor voorzieningen van het technisch en beroepsonderwijs, dat bij dit decreet wordt opgericht.

1.2. Dit Fonds is bestemd voor :

— enerzijds, voor ten minste 3/4 van dit bedrag, de modernisering van de pedagogische basisuitrusting in de inrichtingen van het secundair onderwijs, voor zover deze inrichtingen instemmen met een geharmoniseerd opleidingsaanbod, een opleidingsbeleid dat de leerkrachten technische vakken en de leerkrachten beroepspraktijk de mogelijkheid biedt om tijdens hun loopbaan cursussen te volgen en met de toepassing van de vormingsprofielen, met inbegrip van de pedagogische werkmiddelen en de desbetreffende evaluatieproeven;

— anderzijds, voor ten minste 1/4 van dit bedrag, de bijdrage in de financiering van de gewestelijke bekwaamheidscentra die binnen het opleidingsproces slechts tijdens een beperkte tijd gebruikte voorzieningen van de speerpunttechnologie ter beschikking stellen van de leerlingen tijdens een kwalificerende opleiding van het technisch en beroepsonderwijs en van hun leraren.

1.3. Het hoger onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie kunnen, op grond van te bepalen regels, beschikken over het door het Fonds aangekocht pedagogisch materieel.

1.4. De gewestelijke bekwaamheidscentra zijn open voor de leraren van het secundair onderwijs met volledig leerplan van het onderwijs voor sociale promotie, van het onderwijs met beperkt leerplan en van het hoger onderwijs.

1.5. Een gemeenschappelijk sturingsorgaan wordt opgericht en bestaat uit vertegenwoordigers van beide partijen.

Art. 2. Kinderopvang

2.1. Het Waalse Gewest besteedt 140 miljoen frank aan de buitenschoolse kinderopvang.

2.2. Dit bedrag wordt door het Waalse Gewest in de vorm van werkings- en uitrustingsstoelagen toegekend voor opvangprojecten in overleg met de Franse Gemeenschap en met inachtneming van de door haar vastgestelde criteria.

De gemeenten zijn verantwoordelijk voor de organisatie van deze projecten op hun grondgebied. De projecten worden uitgevoerd door een plaatselijke structuur die voor het pluralistisch karakter ervan zorgt en de plaatselijke partners die bijdragen tot de buitenschoolse kinderopvang, erbij betreft.

Art. 3. Programma's voor "total immersion"-cursussen

3.1. Het Waalse Gewest besteedt 25 miljoen frank aan de programma's voor "total immersion"-cursussen.

3.2. Drie vierden van dit bedrag zijn voor het secundair onderwijs bestemd.

Dit bedrag wordt aangewend voor de financiering, in samenwerking met de Vlaamse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap, van de acties ter bevordering van het aanleren van vreemde talen via "total immersion"-cursussen voor scholen van het secundair onderwijs met positieve discriminatie.

3.3. Het saldo van dit bedrag wordt aangewend voor het hoger onderwijs met het oog op de ontwikkeling van programma's voor uitwisselingen van studenten (regentaat), o.m. via de aanwerving van personeelsleden die zich specifiek met deze uitwisselingsprogramma's zouden bezighouden.

3.4. De in dit artikel bepaalde programma's voor "total immersion"-cursussen zullen in het kader van het Europese programma "Lingua" verwezenlijkt worden.

3.5. De Franse Gemeenschap zal de nodige regelgevende maatregelen treffen om iedere "total immersion"-stage, zoals bedoeld in dit besluit, met het klassieke schoolbezoek gelijk te stellen voor de homologatie van de diploma's.

Art. 4. Wetenschappelijk onderzoek

4.1. Het Waalse Gewest besteedt 75 miljoen frank aan het wetenschappelijk onderzoek.

4.2. Dit bedrag wordt besteed aan het "Fonds pour la Formation à la Recherche dans l'Industrie et dans l'Agriculture" (Fonds voor de opleiding voor industrie- en landbouwonderzoek) zodat dit Fonds onderzoekers op industrieel en landbouwgebied kan financieren.

4.3. Het Waalse Gewest neemt in het kader van deze financiering deel aan de selectie van onderzoeksprojecten op grond van te bepalen regels.

Art. 5. Internationale betrekkingen

5.1. Het Waalse Gewest besteedt 75 miljoen frank aan acties ter versterking van de vormen van synergie tussen de partijen.

5.2. De verdeling van dit bedrag zal worden vastgesteld door een gemeenschappelijk sturingsorgaan, waaraan beide Ministers bevoegd voor Internationale Betrekkingen deelnemen, dat o.m. volgende prioriteiten in aanmerking zal nemen :

Organisatie van uitzonderlijke acties in verband met gerichte evenementen (wereldtentoonstelling,...);

— Kostenovername van de delegaties van de Franse Gemeenschap in het buitenland;

— Herwaardering van het "Centre Wallonie-Bruxelles" te Parijs.

Art. 6. Programma's voor werkloosheidsbestrijding

6.1. Het begrotingsbedrag dat het Waalse Gewest momenteel aanwendt voor de aanwerving van werknemers in het kader van programma's voor werkloosheidsbestrijding en op de tot de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap behorende gebieden, wordt behouden.

De projecten of sectoren die voor de programma's voor werkloosheidsbestrijding in aanmerking komen zullen evenwel door de partijen worden geschat naar gelang de vernieuwing van de overeenkomsten en machtigingen voor de subsidiëring van deze banen.

6.2. Een bijkomend bedrag van minimum 28 miljoen frank zal aan de aanwerving van werknemers in het kader van programma's voor werkloosheidsbestrijding en op de tot de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap behorende gebieden, mits instemming van de Minister van Tewerkstelling van het Waalse Gewest.

Art. 7. Cybermedia's

Naast de bedragen uitgetrokken op de derde aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1999 besteedt het Waalse Gewest een bijkomend bedrag van 357 miljoen frank aan het voortzetten en het ontwikkelen van programma's op het gebied van de "Cybermedia's" in de schoolinrichtingen krachtens het samenwerkingsakkoord van 19 februari 1998.

Art. 8. Overeenkomsten of afzonderlijke akkoorden worden door de bevoegde instanties van de partijen gesloten om de samenwerking in de in de artikelen 1 tot en met 7 bedoelde aangelegenheden te regelen.

HOOFDSTUK 2. — *Europese structuurfondsen***Art. 9.** Algemeen

9.1. De tegemoetkoming van de Structuurfondsen heeft betrekking op de programma's opgenomen in Verordening EG nr. 1260/1999 houdende algemene bepalingen met betrekking tot de structuurfondsen.

9.2. De overheid die deze programma's beheert, met name de Waalse Regering, zal in fine verantwoordelijk zijn voor de selectie van de projecten op grond van de beslissingen die door haar of de Franse Gemeenschapsregering worden genomen overeenkomstig hun respectievelijke bevoegdheden.

9.3. Het opvolgingscomité is de instantie die als partner optreedt en wiens taken vermeld staan in artikel 35 van Verordening EG nr. 1260/1999 houdende algemene bepalingen met betrekking tot de structuurfondsen.

9.4. Het agentschap Europees Sociaal Fonds is het agentschap bedoeld in het decreet van de Waalse Gewestraad van 1 april 1999 houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord betreffende de coördinatie en het beheer van de door de Europese Commissie verleende steun inzake human resources en betreffende de oprichting van het Agentschap Europees Sociaal Fonds.

Art. 10. Wijze van selectie van de projecten

10.1. Een openbare oproep tot het indienen van projecten wordt opgestart voor ieder programma in verband met de structuurfondsen.

10.2. Elk project wordt geschat door de aan ieder programma verbonden groep van onafhankelijke deskundigen ("Task Force" genoemd) vóór de beslissing van de betrokken Regering.

De "Task Force" is samengesteld uit gespecialiseerde docenten en één externe adviesverlener die bij offerteaanvraag wordt aangewezen. Naar gelang van het programma wordt een vertegenwoordiger van het Agentschap Europees Sociaal Fonds daar al dan niet bij betrokken.

10.3. Iedere beslissing houdt in dat de Minister functioneel bevoegd voor de medefinanciering van het project in zijn begrotingskredieten en die bestemd voor instellingen van openbaar nut waarvoor hij bevoegd is, in de verbintenis van de Belgische overheid voorziet, die onontbeerlijk is om het project in aanmerking te laten komen.

Art. 11. Europese fondsen voor regionale ontwikkeling

11.1. Een overeenkomst per programmeringsdocument zal de financiële en administratieve hulpmiddelen bepalen om de verdeling van de EFRO-bijstand onder de partijen in de hand te werken voor zover het Waalse Gewest de enige overheid is die door de Europese Unie gemachtigd is om de betalingen van de bijstand te ontvangen.

11.2. Een gezamenlijke structuur die uit de betrokken besturen van de partijen bestaat vergadert elk kwartaal om de uitvoering van de medefinancieringen te coördineren.

HOOFDSTUK 3. — *Cultuurondernemingen*

Art. 12. 12.1. Een bedrijf voor de economische ontwikkeling van de sector van de beeldkunst wordt door het Waalse Gewest opgericht. Twee vertegenwoordigers van de Franse Gemeenschap zullen lid zijn van de raad van bestuur van dit bedrijf. Daarnaast zullen twee vertegenwoordigers van het Waalse Gewest als bestuurder binnen het "Centre du cinéma et de l'audiovisuel" optreden.

De Belgische deelname aan de coproducties van films zal geoptimaliseerd moeten worden.

12.2. De partijen zullen de mogelijkheid overwegen om de vormen van synergie tussen cultuur en economisch beleid tot andere gebieden (uitgave, toneelkunst...) uit te breiden.

Art. 13. Gezamenlijke besprekingen zullen tussen de partijen voortgezet worden om de gepaste fiscale maatregelen te bepalen voor de ontwikkeling van de cultuurondernemingen in de sector van de filmkunst en een actie zal na beraming bij de federale Regering gevoerd worden om deze maatregelen in concrete vorm te brengen

Art. 14. 14.1. Colloquia over cultuurondernemingen zullen gezamenlijk door de partijen georganiseerd worden.

14.2. De Regering van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapsregering verbinden zich ertoe de verantwoordelijkheid op te eisen voor de organisatie van één van de vijf informele Europese raden die België tijdens het voorzitterschap van de Europese Unie in de loop van het tweede haljaar 2001 op touw zal kunnen zetten.

HOOFDSTUK 4. — *Commissie voor de evaluatie van de samenwerking en coördinatie van de toepassing*

Art. 15. Er wordt een commissie voor de evaluatie van de samenwerking opgericht. Ze bestaat uit 6 leden die voor de helft door de Regering van het Waalse Gewest worden aangewezen en voor de helft door de Franse gemeenschapsregering.

Art. 16. De commissie heeft tot taak voor het sluiten van de bijzondere samenwerkingsakkoorden in te staan en voor de praktische toepassing ervan te zorgen.

Art. 17. De commissie vergadert ten minste zesmaal per jaar.

HOOFDSTUK 5. — *Slotbepalingen*

Art. 18. 18.1. De aan de samenwerkingsacties verleende financiële steun moet voortgezet worden zolang de coëfficiënt bedoeld in artikel 7, § 6bis, van het decreet II van de Franse Gemeenschapsraad van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie minder bedraagt dan 1,375.

Wanneer de bovenvermelde coëfficiënt hoger ligt dan 1 maar lager ligt dan 1,375 wordt het voor de samenwerkingsacties door het Waalse Gewest aangewend bedrag aangepast ten belope van het verschil tussen de vermindering van de dotatie van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest met de aangepaste coëfficiënt en de vermindering van de dotatie van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest, die het jaar tevoren werd vastgesteld.

18.2. Elk jaar en voor het eerst in verband met de begroting 2001 onderhandelen de Regering van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapsregering, in onderlinge overeenstemming, in het in artikel 18.1. bepaalde begrotingskader over de bestemming van de financiële steun voor het daaropvolgend jaar voordat hun begrotingsontwerpen aangenomen worden.

Art. 19. Dit akkoord wordt in twee originele versies gesloten.

Art. 20. Dit akkoord treedt in werking, na goedkeuring door de Waalse Gewestraad en de Franse Gemeenschapsraad, de dag waarop het laatste van beide goedkeuringsdecreten in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 22 juni 2000.

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
H. HASQUIN

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



F. 2000 — 1861

[C — 2000/27345]

20 JUILLET 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 novembre 1995 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 novembre 1995 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 juillet 2000;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence spécialement motivée par le fait que les évactions aux conséquences dramatiques qui se sont produites, au mois de juin 2000, au Centre hospitalier psychiatrique "Les Marronniers" imposent que, sans délai, le Gouvernement puisse nommer au sein du comité de direction un expert dont les compétences professionnelles permettront d'aider à faire face à la situation de crise exceptionnelle que connaît ledit Centre;